

Script de l'interview de M. János MARTONYI, ministre des Affaires étrangères de Hongrie

France Inter, « Tous des Européens à Budapest »

Diffusion le vendredi 25 octobre 2013, accessibilité sur Internet

Hélène JOUAN – Nous sommes avec Jean-Marie COLOMBANI, avec János MARTONYI, Bonjour !

János MARTONYI – Bonjour, Madame.

Hélène JOUAN – Vous êtes le ministre des Affaires étrangères de Viktor ORBAN depuis 2010. Poste que vous aviez occupé précédemment entre 1998 et 2002 et à ce titre, vous étiez chargé des négociations pour l'entrée de la Hongrie dans l'Union européenne – ça s'est fait en 2004.

János MARTONYI – Oui.

Hélène JOUAN – Un sommet européen se tient depuis hier à Bruxelles. A l'ordre du jour : l'immigration et le renforcement de la surveillance aux frontières mais l'actualité européenne, ici, c'était le lancement, à Budapest il y a quelques jours, d'un programme européen visant à favoriser l'intégration des Roms – 750 000 Roms, à peu près, vivent ici en Hongrie. C'est une minorité qui est peu intégrée, qui est parfois stigmatisée. Est-ce que pour vous, grâce à ce programme européen, est-ce que c'est l'occasion aujourd'hui d'avancer dans une meilleure intégration des Roms de Hongrie ?

János MARTONYI – Vous avez bien identifié un des problèmes les plus importants de mon pays. C'est vrai, c'est justement l'intégration de la minorité des Roms dans la société. D'ailleurs, quand nous avons la présidence de l'Union européenne, dans la première moitié de 2011, nous avons pris l'initiative d'élaborer une Stratégie d'intégration au niveau européen des Roms. Ce programme, cette stratégie a été adoptée. Nous la considérons comme un des succès ou bien un des résultats de notre présidence. Ensuite, presque chaque Etat membre a élaboré sa propre stratégie nationale pour l'intégration des Roms. Nous avons fait la même chose. Moi, je pense que c'est un des domaines où nous avons eu certain progrès. Ce n'est pas suffisant, ce n'est pas assez...

Hélène JOUAN – Certains progrès grâce à l'Europe ?

János MARTONYI – ...mais nous avons réussi à faire un petit progrès – ce qui était déjà reconnu justement par la Commission européenne. Dans un rapport, elle disait que peut-être la Hongrie est le pays de la région où il y avait réellement un certain progrès dans le domaine de l'intégration des Roms. C'est l'éducation, c'est le travail, c'est la santé, c'est le logement. Il y a beaucoup de choses. C'est une minorité importante – vous avez dit « 500 000 personnes », peut-être plus. Mais, quand même, il y a certaines choses sur lesquelles il faut travailler, avec détermination, avec acharnement. Il y a des critiques et il y aura toujours des accusations, mal ou bien fondées, mais de toute façon, ce que je me dis toujours est qu'il faut continuer à travailler.

Jean-Marie COLOMBANI – Oui, nous essayons de mieux comprendre la position de la Hongrie par rapport à l'Union européenne et le sentiment hongrois vis-à-vis de l'Union européenne. On connaît le vôtre puisqu'Hélène l'a rappelé tout à l'heure – vous avez contribué fortement à l'ancrage de votre

pays dans l'Union européenne. Il y a eu de grandes manifestations il y a quelques jours, le 23 octobre, à l'occasion de la Fête nationale hongroise et dans les slogans ou dans les discours de votre parti politique, on avait le sentiment que l'Union européenne était désignée comme l'ennemi. En quoi l'Union européenne est-elle votre ennemi ? Si ces discours doivent être pris au pied de la lettre...

János MARTONYI – Non, de toute façon, absolument pas un ennemi. Peut-être, pour certains, ou bien dans certaines questions, une sorte d'adversaire. Mais il faut quand même regarder les sondages par exemple. Il y a toujours un soutien important pour l'Union européenne dans l'opinion publique. Il y a des critiques avec certains éléments émotionnels parce que l'histoire des deux ou trois dernières années ont montré quand même que, dans certains cas (je suis assez prudent), on n'avait pas suffisamment d'empathie ou bien de compréhension sur certaines questions. Mais il est évident que la place de la Hongrie, c'est dans l'Union européenne. Nous bénéficions énormément de cela. Aussi, nous participons – que ce soit la Stratégie d'intégration des Roms, que ce soit par exemple l'élargissement ou bien autre chose –, la Hongrie est là et nous disons toujours qu'il faut un équilibre entre les compétences nationales – la Hongrie n'est pas le seul pays qui le dit d'ailleurs –, un partage équitable et équilibré. Mais, de toute façon, personne ne le nie – sauf peut-être, un petit parti à l'extrême-droite – que la place de la Hongrie est au sein de l'Union européenne.

Hélène JOUAN – Mais votre Premier ministre, Viktor ORBAN, semble quand même régulièrement faire de Bruxelles un adversaire sinon un ennemi. Il a plusieurs fois comparé Bruxelles à Moscou. Il a parlé d' « Empire ».

János MARTONYI – C'est un malentendu je pense. Parce que ce qu'il disait, c'était justement le contraire. Le Premier ministre a dit plusieurs fois que Bruxelles n'est pas Moscou. Alors ce n'est pas une comparaison, c'est plutôt une distance à faire entre Moscou et Bruxelles. Mais justement, le Premier ministre le disait il y a quelques semaines dans un discours, que nous, on n'est pas eurosceptiques. Nous, on est euro-réalistes. C'est une chose importante. On ne nie pas l'existence d'une intégration de plus en plus étroite – comme on dit aussi dans le Traité –, mais on dit qu'il faut – comme je le disais tout à l'heure – un certain équilibre. Il faut donc un partage, peut-être plus nuancé, plus précis, entre d'une part les compétences nationales et d'autre part les compétences européennes.

Jean-Marie COLOMBANI – Alors, sur ces questions de partage, justement, les instances européennes (mais pas seulement), dans un passé très récent, ont critiqué le gouvernement hongrois parce que ce gouvernement était réputé – je vais très vite –, mettre à mal les libertés en général. Comment réagissez-vous ? Est-ce que c'est une vue de l'esprit ou est-ce que c'est une réalité ? Est-ce qu'il n'y a pas malgré tout eu dans la période récente une sorte de durcissement du gouvernement vis-à-vis de la Cour Suprême, vis-à-vis de l'indépendance de la Banque centrale européenne, vis-à-vis de l'existence de certaines radios ou médias indépendants ?

János MARTONYI – Les libertés fondamentales n'ont jamais été touchées. Ça c'est un point très important. Il y avait bien sûr des divergences en ce qui concerne certaines législations. Vous avez mentionné la loi sur les médias, aussi il y avait des législations sur le système judiciaire et peut-être autre chose. Mais ce qui est important est que tout cela a été entre temps corrigé. Par exemple, la

législation sur les médias a été amendée au moins trois fois. D'abord, sur la base des propositions de la Commission européenne. Ensuite, sur la base de jugements de la décision de la Cour constitutionnelle hongroise. Une troisième fois, par notre initiative. Et puis après, on avait aussi un certain dialogue avec la Commission de Venise du Conseil de l'Europe. Alors tout était réglé.

Alors, prenons l'autre dossier, peut-être un peu plus sensible. C'était le dossier judiciaire. Il y a eu des changements très importants : on a corrigé tout ! Ce que je dois quand même souligner, c'est que les libertés fondamentales n'ont jamais été touchées. Il faut quand même un peu lire, il faudrait peut-être suivre un peu les médias hongrois, lire un peu la presse écrite ou bien sur l'Internet.

Jean-Marie COLOMBANI – Mais c'est dans la presse qu'il y a beaucoup de critiques !

János MARTONYI – Mais écoutez, justement, il y a beaucoup de critiques, il y a énormément de critiques, je dirais même qu'il n'y a que des critiques ! Par exemple, si vous prenez les hebdomadaires, ou mêmes les quotidiens nationaux, il y a une prépondérance de l'opposition. Ce qui est une bonne chose pour moi parce qu'il faut que la presse critique et c'est justement ce qu'il se passe. Même, parfois, par exemple, certaines critiques me paraissent exagérées, simplifiées, mais bon on vit avec cela.

Jean-Marie COLOMBANI – Mais on sait aussi qu'on est période électorale, ou bientôt vous allez être en période électorale puisque des élections législatives sont prévues au mois de mai, enfin, au printemps prochain. Donc, pour essayer de mieux comprendre le paysage politique hongrois, on a vu que le 23 octobre, il y avait une grande manifestation autour du parti du Premier ministre, M.ORBAN, il avait une manifestation des opposants – une opposition qui est certainement divisée mais on soupçonne malgré tout M.ORBAN de tenir un discours que l'on qualifie en général ou que l'on pourrait qualifier de populiste pour se ménager le soutien, peut-être discret, de l'extrême-droite que vous avez évoqué tout à l'heure comme plus marginale. Comment apprécier cette analyse ?

János MARTONYI – Populiste ou démocrate, c'est à vous de juger. Certains préfèrent le mot grec, certains préfèrent le mot latin. Enfin... soyons sérieux, de toute façon, ce que le Premier ministre ne fait pas, c'est le ménage de l'extrême-droite. Nous avons une lutte acharnée avec l'extrême-droite.

Hélène JOUAN – Le Jobbik, je le rappelle, c'est le parti d'extrême-droite qui a fait 16,6 % des voix aux dernières élections législatives. Un parti très fort ici.

János MARTONYI – Il faisait 17% et maintenant ils ont à peu près 12 % des sièges au Parlement parce que dans notre système, qui est à moitié majoritaire (heureusement je dirais), certains partis – par exemple l'extrême-droite –, sont moins représentés dans le Parlement que dans l'arithmétique des votes.

Hélène JOUAN – Mais vous dites aujourd'hui que le Jobbik est l'adversaire du Premier ministre, est un adversaire politique... ?

János MARTONYI – Moi, je pense qu'il est plus qu'un adversaire. Parce qu'il y a eu, entre temps dans les trois dernières années, des phénomènes ou bien des discours de la part de ce parti qui

donnent l'impression qu'ils se sont exclus, dans un certain sens, de la communauté politique. Donc c'est un peu plus que l'adversaire, à mon sens. Ce qui est important quand même, est qu'il nous accuse, qu'il nous critique. Il y a des calomnies de toutes sortes. A mon égard, d'ailleurs. Bon, c'est la lutte politique, je dirais. Mais ce qui est important est que ce parti a sa place restreinte dans notre système, qui est toujours à moitié majoritaire. Moi, je pense que finalement ce parti ne pourra pas augmenter son rôle dans le Parlement. Enfin, c'est difficile de prévoir quelque chose. Mais c'est plutôt le contraire.

Jean-Marie COLOMBANI – Mais est-ce que vous-même, malgré tout, vous avez votre propre passé qui ne fait pas mystère et qui ne laisse aucun doute sur votre attachement personnel aux libertés comme à l'Union européenne, est-ce que vous n'étiez pas malgré tout troublé de voir autant de gens défiler à Budapest le 23 octobre ? Alors, vous me direz, c'étaient les oppositions. Mais des oppositions divisées mais avec un mot d'ordre qui les rassemblait, qui était quand même : « Liberté ». Est-ce que ça ne vous émeut pas, est-ce que ça ne vous pose pas problème malgré tout ?

János MARTONYI – Absolument pas, absolument pas. Parce que nous, nous sommes vraiment pour la liberté. Je suis moi-même pour la liberté. Je ne sais pas combien de gens ont participé à la manifestation.

Jean-Marie COLOMBANI – On m'a dit 50 000 ou 60 000 du côté des opposants, beaucoup plus du côté du Fidesz. Mais nous n'étions pas là pour constater donc je ne sais pas.

János MARTONYI – Monsieur, Monsieur, mais c'est une blague ?! La proportion selon tous les observateurs, c'était à peu près 1 à 10. Au moins 200 000 ou 300 000 personnes pour le gouvernement – pour le parti, plutôt – et quelques 30 000 ou 40 000 personnes pour l'opposition, d'ailleurs divisée, mais ça, c'est une autre histoire.

Il faut voir les choses en face quand même. Il faut aussi voir les sondages, il faut être méfiant, il faut être prudent, ce que je dis toujours. Parce qu'il y a quand même un pourcentage important qui ne se prononce pas, comme d'habitude. Mais il faut quand même voir que le gouvernement actuellement a un soutien très très important dans l'opinion publique mais bon, la liberté, c'est nous.

Jean-Marie COLOMBANI – Mais sauf que ce sont des choses qui arrivent dans l'histoire aussi : des hommes qui sont élus et qui sont portés par les libertés mais qui, une fois au pouvoir, tentent de conserver ce pouvoir et y compris en changeant les lois électorales etc. pour se préserver. Et parfois, on se demande si la Hongrie n'est pas plutôt un pays qui vit dans le « post-communisme » plutôt qu'un pays qui est définitivement arrimé à la culture politique européenne.

János MARTONYI – Oui, enfin, c'est une opinion que je ne partage pas. Peut-être ce n'est pas surprenant. Il y a les préjugés, il y a les accusations de toutes sortes. Il est difficile de se défendre d'une façon permanente. Mais il y a les préjugés, alors je comprends bien que vous représentez des tendances politiques peut-être un peu différentes de mon parti. Mais quand même, il faudrait garder son objectivité.

Par exemple, prenons un exemple qui est peut-être le plus important : la loi électorale. La loi électorale n'a pas essentiellement changé – moitié proportionnelle, moitié majoritaire – mais il y a

toujours un équilibre entre la proportionnelle et la majoritaire. Il est évident que ce système, comme aussi le système français, favorise un peu les grands. C'est vrai. C'est pour ça qu'il y a maintenant, une nécessité absolue pour la gauche de s'unifier. C'est vrai, on ne nie pas ça. Mais la gauche, internationalement, auparavant, était toujours unifiée, alors elle pourrait et devrait faire la même chose maintenant. Moi, je pense qu'ils vont le faire d'ailleurs, malgré toutes ces turbulences et tous les débats qui sont en cours aujourd'hui et même hier. Ça, c'est la grande nouvelle à Budapest. Mais moi, je suis convaincu que quand les élections viennent, il n'y aura qu'un seul candidat de gauche dans chacune des circonscriptions et sièges.

Hélène JOUAN – Merci beaucoup, János MARTONYI, de nous avoir reçu. Merci à vous.

János MARTONYI – C'est moi qui vous remercie.

<http://www.franceinter.fr/player/reecouter?play=753410>